

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Allemagne

Une publication du SER de Berlin – n°1/2026

Sommaire

Le chiffre à retenir

Actualité macroéconomique

Environnement macroéconomique

- Le gouvernement publie son rapport économique annuel
- Les entrées de commandes dans l'industrie s'affichent en forte hausse

Politique budgétaire

- Le ministère fédéral des Finances clôture l'exercice budgétaire 2025

Politiques sociales et marché du travail

- L'emploi a stagné en 2025
- Le gouvernement table en 2026 sur un léger recul du chômage
- Le salaire minimum légal a augmenté à 13,90€ au 1^{er} janvier 2026
- La commission sur la réforme de l'État social a livré ses propositions
- La pénurie de logements en Allemagne a atteint un niveau record
- L'offre d'accueil de la petite enfance reste insuffisante
- Les prestations versées par la caisse d'allocations familiales ont progressé de 1,9% en 2025

Actualité financière

Marchés financiers

- Le cours de l'action de Deutsche Börse accuse une forte baisse
- DZ Bank lance une plateforme de crypto-actifs

Régulation financière

- Les obligations de reporting « grands risques » seront supprimées à compter de 2027
- Le superviseur pointe les risques pesant sur la stabilité financière

Banques et assurances

- Deutsche Bank annonce des résultats record
- ING Deutschland attire moins de nouveaux clients
- Les revenus de la gestion de fortune sont en hausse
- Les banques étrangères sont en bonne position sur le marché des comptes courants
- L'introduction de l'euro numérique soulève des réticences
- La Bundesbank veut garder une partie de ses réserves d'or aux Etats-Unis
- Le nombre de courtiers en assurance diminue tendanciellement

Point de conjoncture

Le chiffre à retenir

+13%

Hausse des entrées de commandes dans l'industrie manufacturière entre décembre 2024 et décembre 2025, selon l'institut statistique national Destatis.

Actualité macroéconomique

Environnement macroéconomique

Le gouvernement publie son rapport économique annuel. Dans son rapport économique annuel publié le 28 janvier, le [gouvernement](#) revoit sensiblement à la baisse sa prévision de croissance pour 2026, à 1,0% contre 1,3% en octobre, les premières estimations données par [Destatis](#) plaçant la croissance à +0,2 % en 2025. Près des deux tiers de la croissance seraient imputables en 2026 à l'impulsion budgétaire, les variations calendaires contribuant elles-mêmes à hauteur de +0,2 pt. L'inflation (au sens de l'indice national des prix à la consommation) refluerait légèrement, à +2,1 % en moyenne annuelle après +2,2% en 2025.

Les entrées de commandes dans l'industrie s'affichent en forte hausse. Selon [Destatis](#), le volume des entrées de commandes dans l'industrie manufacturière a progressé d'environ 13% entre décembre 2024 et décembre 2025 (en données corrigées de la variation du nombre de jours ouvrés), atteignant un niveau qui n'avait pas été observé depuis début 2022. La hausse des entrées de commandes porte en particulier sur les biens d'investissement (+17% sur la période) et résulte essentiellement de grands contrats, en lien avec la relance budgétaire engagée par le gouvernement. Hors grands contrats, la hausse des entrées de commandes se limite selon Destatis à 2% sur la période.

Politique budgétaire

Le ministère fédéral des Finances clôture l'exercice budgétaire 2025. Dans son rapport mensuel de janvier, le ministère dévoile de premiers [chiffres d'exécution](#) du budget 2025, un exercice marqué par l'adoption tardive de la loi de finances fin septembre à la suite de la chute de la coalition « feu tricolore » en novembre 2024 et de l'installation de la nouvelle coalition seulement début mai 2025. Selon les premières estimations, les dépenses sur le budget régulier se seraient finalement élevées à 493 Md€, correspondant à un taux d'exécution de 98% par rapport aux dépenses prévues dans la loi de finances adoptée en septembre. Si les dépenses dites de

consommation (438 Md€) ont excédé de 1,8% en agrégé ce qui avait été budgété en loi de finances, les postes d'investissement (55 Md€) n'ont quant à eux décaissé en agrégé qu'à hauteur de 88,4%. Le déficit sur le budget régulier se révèle sensiblement inférieur au déficit prévu en loi de finances, à -65 Md€ contre -82 Md€ programmés. De son côté, le Fonds spécial extra-budgétaire Climat et Transformation (KTF) n'aura décaissé son budget 2025 qu'à hauteur de 77% (26,6 Md€), les programmes d'investissement inscrits sur le véhicule ne décaissant eux-mêmes qu'à hauteur de 68% (17,4 Md€). Enfin, les dépenses inscrites pour 2025 au titre du Fonds spécial pour les infrastructures et la neutralité climatique n'ont pu être exécutées qu'à hauteur de 64% (24 Md€).

Politiques sociales et marché du travail

L'emploi a stagné en 2025 (à 46,0 M), confirmant l'inflexion observée courant 2024 (évolution de +0,1% en 2024, après +0,7% en 2023). L'emploi a été soutenu uniquement par la progression de l'emploi salarié à temps partiel (+2,0 % à 10,86 M, contre -0,7% pour les emplois à temps plein), alors que l'emploi indépendant a reculé sensiblement (-1% – chiffres de [l'agence fédérale du travail](#) et données préliminaires de Destatis). L'emploi dans l'industrie manufacturière a reculé de 167 000 en novembre sur un an (soit -2,5%, dernier chiffre communiqué), tandis que des hausses d'emplois significatives sont toujours observées dans le secteur social (+76 000 sur un an), la santé (+68 000) et le service public (+36 000). Le nombre de personnes au chômage a continué à progresser en 2025 (+6% à 2,95 M) dans un contexte de forte contraction des offres d'emploi (-19% sur un an au troisième trimestre selon [l'IAB](#), dernière donnée disponible).

Le gouvernement table en 2026 sur un léger recul du chômage (-20 000 personnes) après la forte dégradation observée en 2025 (+161 000). Une reprise sensible de l'emploi ne devrait toutefois pas se manifester avant le second semestre 2026 selon le [rapport](#) économique annuel du gouvernement publié le 28 janvier.

Le salaire minimum légal a augmenté à 13,90€ au 1^{er} janvier 2026. Cette revalorisation a concerné près de 4,8 M d'emplois, selon une estimation de [Destatis](#) basée sur l'enquête sur les salaires d'avril 2025. L'institut statistique relève que près d'un emploi sur huit (environ 12 %) était inférieur au salaire horaire (brut) de 13,90€ en avril 2025.

La commission sur la réforme de l'État social a livré ses propositions le 27 janvier. Mise en place par la coalition gouvernementale pour moderniser les structures de l'État social tout en maintenant le niveau de protection sociale, elle préconise dans son [rapport](#) une fusion des prestations de solidarité (intégrant le *Bürgergeld* – équivalent du RSA –, l'allocation logement et le supplément enfant pour les personnes à faibles revenus), la simplification du calcul et du versement des prestations, la mise en place d'un guichet numérique unique et le renforcement des incitations à la reprise d'une activité à temps plein.

La pénurie de logements en Allemagne a atteint un niveau record, avec un déficit estimé à 1,4 M de logements fin 2024, selon une nouvelle [étude](#) de l'Institut Pestel. La situation devrait perdurer selon l'institut, qui anticipe une construction annuelle limitée à environ 200 000 nouveaux logements, soit près de la moitié des besoins estimés. Sur plus de 23 M de ménages locataires, près de la moitié seraient éligibles à un logement social, alors que le parc correspondant ne compte plus qu'environ un million de logements. La stagnation de la construction de logements sociaux aggrave les tensions, qui touchent particulièrement les jeunes, les personnes âgées et les personnes en situation de handicap. La pénurie de logement constitue également un frein économique, en limitant la mobilité des travailleurs. Dans ce contexte, l'Alliance pour le logement social (*Bündnis Soziales Wohnen*) appelle à un pacte entre l'État fédéral et les *Länder* afin d'accroître significativement l'offre de logements sociaux.

L'offre d'accueil de la petite enfance reste insuffisante. En 2025, selon une [étude](#) de l'IW, environ 300 000 places d'accueil manquaient pour les enfants de moins de trois ans, soit près de 14 % de ce groupe d'âge. Les disparités régionales sont fortes : la pénurie touche principalement les *Länder* de l'Ouest, tandis que les *Länder* de l'Est connaissent une baisse de la demande liée à une natalité plus faible. Parallèlement, une [étude](#) de l'IAB montre que seul un quart des personnes interrogées juge acceptable que les mères d'enfants de moins de trois ans travaillent à temps plein, la majorité jugeant préférable qu'elles travaillent à temps partiel. Le retour à temps partiel est considéré comme approprié dès que l'enfant a atteint 2 ans et 8 mois en moyenne et le passage au temps plein vers 5 ans et 8 mois.

Les prestations versées par la caisse d'allocations familiales ont progressé de 1,9% en 2025. Selon le [bilan annuel](#) de la caisse, les allocations familiales (*Kindergeld*) ont bénéficié à 17,6 M d'enfants, pour un montant de 55,3 Md€ (soit +800 M€ par rapport à 2024) et le supplément enfant pour les personnes à faibles revenus (*Kinderzuschlag*) à 1,45 M d'enfants, pour un montant 3,3 Mds€ (+300 M€ par rapport à 2024). Le montant de ces deux prestations avait été relevé au 1^{er} janvier 2025. Plus de la moitié des demandes sont désormais traitées en ligne, une automatisation progressive étant prévue dès la mi-2026.

Actualité financière

Marchés financiers

Le cours de l'action de Deutsche Börse accuse une forte baisse. Depuis son niveau record du 5 mai 2025, le cours de l'action de Deutsche Börse a continuellement baissé et perdu au total 28%, soit environ 15 Md€. Selon les analystes, cette évolution est due à la conjoncture économique, au rôle de l'intelligence artificielle qui pourrait remettre en cause le modèle économique des gestionnaires de données et à la baisse d'activité de sa filiale ISS aux Etats-Unis.

DZ Bank lance une plateforme de crypto-actifs. DZ Bank, banque « centrale » des banques mutualistes, a obtenu une licence pour la gestion d'une plateforme de crypto-actifs, « [meinKrypto](#) » par le superviseur. Elle permet aux banques mutualistes intéressées, après notification auprès de la BaFin, de proposer à leurs clients d'acheter et vendre des bitcoins, ethereum, litecoin ou des cardano.

Régulation financière

Les obligations de reporting « grands risques » seront supprimées à compter de 2027.

Le projet de loi « Standortfördergesetz » ([StoFöG](#), cf. Berlin Eco 7/2025) ayant été adopté le 30 janvier, la [BaFin](#) confirme que les 3 200 établissements de crédits et compagnies d'assurance concernés ne seront plus tenus à partir du 1^{er} janvier 2027 de communiquer leurs données sur les grands risques. Ces données sur les crédits supérieurs à 1 M€ sont en effet déjà intégrées dans le cadre de la collecte de données granulaires sur le crédit et le risque de crédit (« AnaCredit »).

Le superviseur pointe les risques pesant sur la stabilité financière. Comme chaque année, le président de la [BaFin](#) a présenté lors d'une conférence de presse les points d'attention que le superviseur aura cette année, à savoir les risques dus à l'augmentation des crédits défaillants, aux corrections significatives sur les marchés financiers internationaux, aux crédits à l'immobilier commercial, à la cybersécurité, aux concentrations dans l'externalisation des services informatiques et de communication et aux lacunes en matière de lutte anti-blanchiment.

Banques et assurances

Deutche Bank annonce des résultats record. Son [résultat](#) avant impôts annuel 2025 atteint 9,7 Md€ (vs. 5,3 Md€ en 2024 et 5,7 Md€ en 2023) tandis que son résultat après impôts s'élève à 7,1 Md€ (vs. 3,5 Md€ en 2024 et 4,9 Md€ en 2023). Les revenus de la banque d'investissement et de la gestion d'actifs ont connu une forte croissance. La banque indique que les distributions de bénéfices aux actionnaires (dividendes et rachats d'actions) au titre des années 2021 à 2025 devraient représenter 8,5 Md€, soit un montant plus élevé que les 8 Md€ promis en 2022. Lors de la présentation des résultats annuels de la banque, le PDG de la banque, Christian Sewing a dû faire face à des questions portant sur les perquisitions pour soupçon de blanchiment d'argent survenues la veille. Il a également insisté sur l'indépendance qui entoure Deutsche Bank Research, dont les déclarations d'un de ses analystes concernant la forte détention d'obligations américaines en Europe avaient soulevé une polémique.

ING Deutschland attire moins de nouveaux clients. Le [résultat](#) avant impôts d'ING Deutschland baisse pour la 2^e fois consécutive (1,9 Md€ en 2025 contre 2,1 Md€ en 2024 et 2,5 Md€ en 2023) en raison du recul de la marge nette d'intérêt. La banque compte 10,1 M de clients. Elle déclare avoir mis l'accent sur l'intensification des

relations commerciales avec sa clientèle plutôt que sur l'acquisition de nouveaux clients (+200 000 en 2025 contre +600 000 en 2024). L'encours des crédits immobiliers dépasse dorénavant les 100 Md€.

Les revenus de la gestion de fortune sont en hausse. Selon une étude du cabinet de conseil ZEB, les revenus issus de la gestion de fortune (clients disposant d'actifs liquides supérieurs à 3 M€) et de la banque privée (clients disposant d'actifs liquides compris entre 0,5 M€ et 3 M€) sont passés de 11,6 Md€ en 2019 à 22,1 Md€ en 2024 et devraient atteindre 26,7 Md€ en 2030. La hausse du patrimoine des clients fortunés attire les banques privées étrangères.

Les banques étrangères sont en bonne position sur le marché des comptes courants. Selon le cabinet de conseil Bain & Company, les banques étrangères ont connu, au cours des cinq dernières années, une hausse de plus de 20 % de leur volume des dépôts à vue des ménages et des entreprises allemands alors que le volume total de ce marché n'a augmenté que d'environ 5 % en Allemagne. Le cabinet de conseil estime que 10 % des personnes ayant leur compte principal en Allemagne sont clientes de banques étrangères.

L'introduction de l'euro numérique soulève des réticences. D'importants acteurs du secteur bancaire demeurent sceptiques quant à l'introduction d'un euro numérique. Le président de la fédération des caisses d'épargne ([DSGV](#)), Ulrich Reuter, craint ainsi que l'euro numérique ne limite le développement de Wero. Le PDG de Deutsche Bank, Christian Sewing, met en garde, à l'instar de la fédération des banques mutualistes ([BVR](#)), contre la mise en place de deux systèmes parallèles, ce à quoi le président de la Bundesbank, Joachim Nagel, répond que l'euro numérique pourra être intégré dans le wallet de Wero.

La Bundesbank veut garder une partie de ses réserves d'or aux Etats-Unis. Dans un contexte de perte de confiance vis-à-vis du gouvernement américain, le débat sur le stockage à New York d'importantes réserves d'or allemandes a été relancé. La [Bundesbank](#) continue de le juger sûr.

Le nombre de courtiers en assurance diminue tendanciellement. Depuis 2011, le nombre de courtiers en assurance inscrits auprès de la [chambre de commerce et d'industrie](#) a diminué de presqu'un tiers. Ils étaient 178 791 au 1^{er} janvier 2026.

Point de conjoncture

Prévisions économiques et budgétaires annuelles

Source	Date de publication	2025	2026	2027	2028
Croissance (%) (non-cjo)					
Gouvernement janvier 2026	28/01/2026	0,2	1,0	1,3	-
FMI janvier 2026	26/01/2026	0,2	1,1	1,5	-
Bundesbank décembre 2025	19/12/2025	0,1	0,9	1,4	0,9
OCDE décembre 2025	02/12/2025	0,2	1,3	1,6	-
Inflation (%) (IPCH)					
Bundesbank décembre 2025	19/12/2025	2,3	2,2	2,1	1,9
OCDE décembre 2025	02/12/2025	2,2	2,1	2,4	-
Commission européenne novembre 2025	17/11/2025	2,3	2,2	1,9	-
FMI octobre 2025	14/10/2025	2,1	1,8	-	-
Solde public (% du PIB)					
Bundesbank décembre 2025	19/12/2025	-2,5	-3,9	-4,6	-4,8
OCDE décembre 2025	02/12/2025	-2,5	-3,0	-3,7	-
Commission européenne novembre 2025	17/11/2025	-3,1	-4,0	-3,8	-
Conseil des Sages novembre 2025	12/11/2025	-2,3	-3,1	-	-
Dette publique (% du PIB)					
OCDE décembre 2025	02/12/2025	63,4	65,0	67,0	-
Commission européenne novembre 2025	17/11/2025	63,5	65,2	67,0	-
Conseil des Sages novembre 2025	12/11/2025	62,7	63,7	-	-
FMI octobre 2025	14/10/2025	64,4	66,0	-	-

Indicateurs conjoncturels mensuels

Indicateur	Source	2025-09	2025-10	2025-11	2025-12
Activité					
Ventes au détail (% évol. sur un mois, en volume, cvs-cjo)	Destatis	0,5	0,4	-0,5	0,1
Production industrielle (% évol. sur un mois, en volume, cvs-cjo)	Destatis	1,1	2,0	0,8	-
Prix à la consommation					
Inflation (% évol. en g.a., déf. nat.)	Destatis	2,4	2,3	2,3	1,8
Inflation sous-jacente (% évol. en g.a., déf. nat.)	Destatis	2,8	2,8	2,7	2,4
Commerce extérieur					
Exportations (% évol. sur un mois, en valeur, cvs-cjo)	Destatis	1,5	0,3	-2,5	-
Importations (% évol. sur un mois, en valeur, cvs-cjo)	Destatis	3,1	-1,5	0,8	-
Marché du travail					
Personnes au chômage (évol. en g.a., en milliers, cvs, déf. nat.)	BA	150	121	113	103
Personnes en emploi (évol. en g.a., en milliers, cvs, déf. nat.)	BA	-24	-34	-48	-
Climat des affaires					
Baromètre du climat des affaires (indice base 100 = 2015, cvs)	ifo	88	88	88	88
Baromètre de l'emploi (indice base 100 = 2015, cvs)	ifo	93	94	93	92

déf. nat. : définition nationale

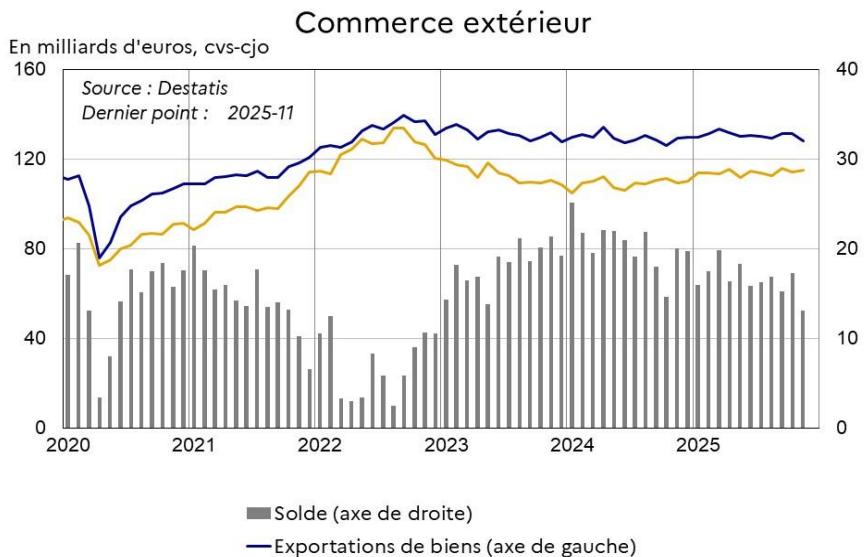
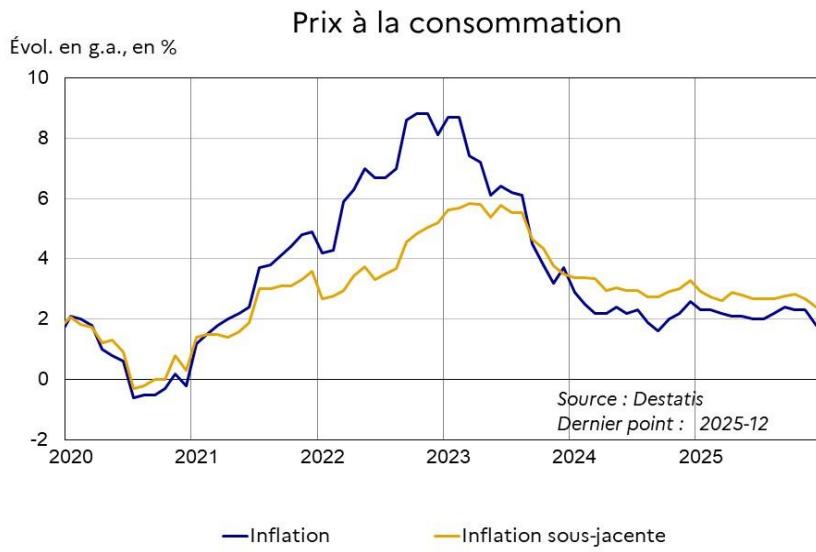
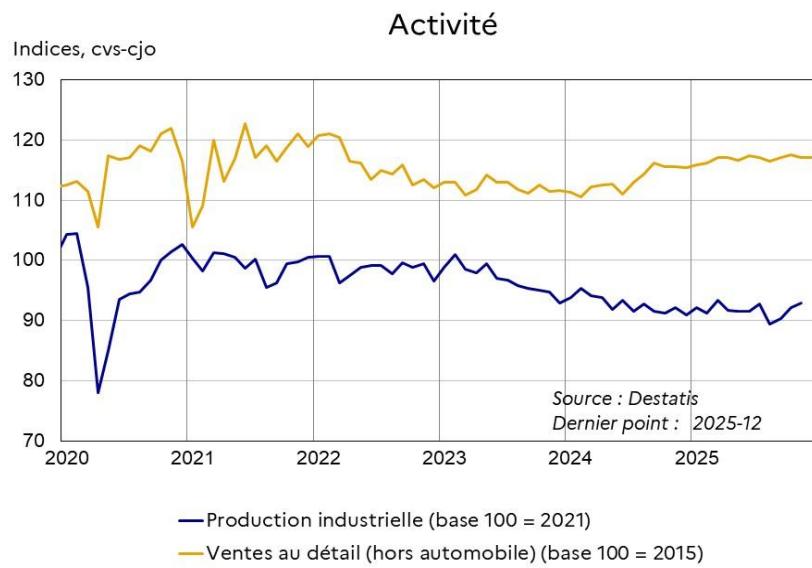
g.a. : glissement annuel

cvs : corrigé des variations saisonnières

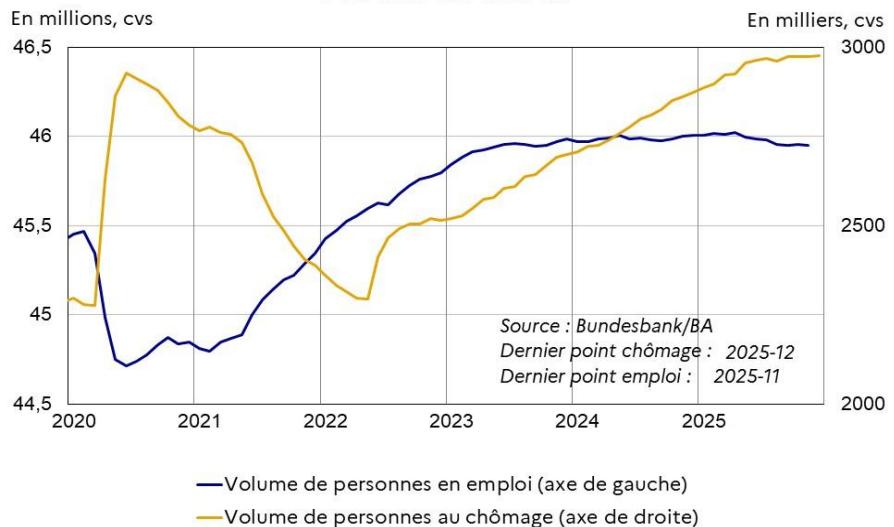
cjo : corrigé des jours ouvrés

Inflation sous-jacente : hors alimentation et énergie

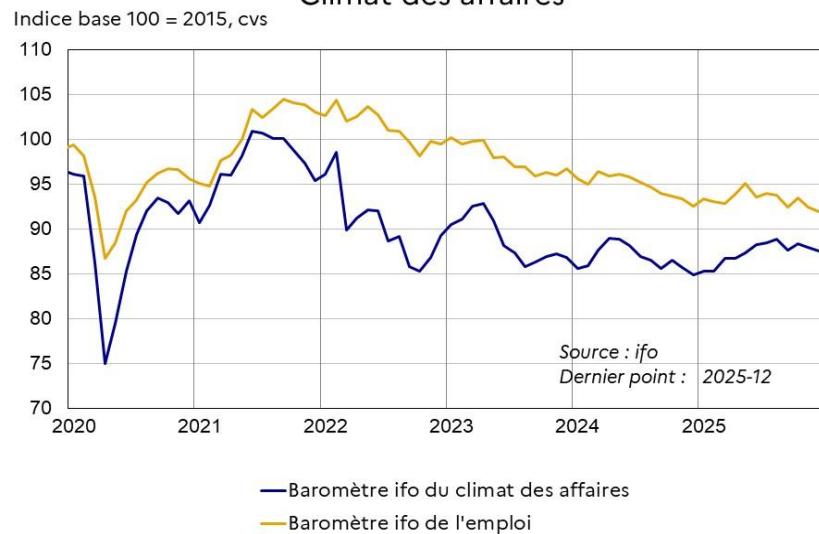
BA : Agence fédérale du travail (Bundesagentur für Arbeit)



Marché du travail



Climat des affaires



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

<https://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international>

Responsable de la publication : Service économique de Berlin
Jérôme Brouillet, Baptiste Royer

Rédaction : François Brunet, Anita Gandon, Thomas Goujat-Goutteuillet, Lucie Petit, Laurence Rambert

Abonnez-vous : berlin@dgtrésor.gouv.fr